

Depuis les années 60 et 70, les scientifiques nous alertent sur la perte de biodiversité observée partout dans le monde sans pour cela que les décideurs (et nous-même souvent, il faut bien le reconnaître) aient engagé les politiques à même de la limiter. Il faut dire que le train de la croissance et le tgv de la mondialisation étaient alors en pleine accélération. Les avertissements de quelques emm... écologistes ne pesaient pas bien lourd et par la suite, le problème du réchauffement climatique prit le devant de la scène! Mais voici que début mai, cette question est revenue sur le tapis à la faveur de la sortie d'un rapport de l'IPBES (plate forme inter-gouvernementale sur la biodiversité et les systèmes écosystémiques), l'équivalent, pour la biodiversité, du GIEC (groupe d'experts inter-gouvernemental sur l'évolution du climat).

Dans ce rapport qui dresse un portrait extrêmement sombre de la situation mais qui appelle aussi à l'action, deux points à retenir: - La perte de biodiversité est globale, à l'échelle de la planète entière, concerne aussi bien les végétaux que les animaux ou les terres et elle se déroule à une vitesse jamais vue dans l'histoire humaine. Sur les «cinq facteurs de changement qui affectent la nature» identifiés par les scientifiques, même si c'est à des degrés divers, les activités humaines y sont à la source dans la quasi totalité des cas: changements d'usage des terres et de la mer, exploitation directe de certains organismes, changement climatique, pollution et espèces exotiques envahissantes.

En France, la biodiversité est très riche mais, la faune sauvage en particulier, menacée: un quart des espèces évaluées dans l'étude de l'Observatoire National de la Biodiversité (ONB) présentent un risque de disparition. La France est ainsi parmi les dix pays comptant le plus d'espèces menacées. Les causes, on les connaît: artificialisation des sols et agriculture intensive entre autres, ont entraîné la disparition de leurs habitats naturels ou les ont fragmenté. Egalement, l'augmentation ces dernières années de l'usage des produits phytosanitaires qui a conduit entre autres conséquences à l'effondrement de la population des insectes, en totale contradiction avec tous les grands discours tenus par les politiques (mais pas seulement!) et avec tous les différents plans mis en place (écophyto, écophyto 2, écophyto 2+!!!).

Quid de notre région? PACA c'est d'abord une extraordinaire diversité de paysages: alpin, côtier, milieu marin, forestier, cultivé ou urbanisé..., de climats et d'espèces végétales et animales: par exemple, 2/3 des espèces végétales françaises y sont présentes, endémiques pour une grande part, ou 1/3 des espèces d'insectes.

Globalement, la biodiversité est sous pression avec des disparités très importantes entre les espèces (animales et végétales) et en fonction des milieux auxquels on s'intéresse. On observe par exemple que les espèces protégées, à fortiori dans les zones type parc national (4 des 10 parcs français sont en PACA), réserve marine etc, voient leur population se stabiliser ou augmenter pour certaines d'entre elles: le mérout brun, après des décennies de baisse voit ses effectifs remonter suite à son inscription en

1993 dans la liste des espèces protégées et à la présence de ces réserves marines. Précisons que leur taille moyenne est plus faible qu'auparavant, les gros mérouts ayant été victimes de prélèvements très importants. Il est aussi intéressant de noter qu'il se situe vers le haut de la chaîne alimentaire, l'augmentation de sa population indiquant que les proies sont assez abondantes et donc, que le milieu dans lequel il évolue est plutôt de bonne qualité. Cela montre qu'une plus grande protection du milieu marin couplée à une réduction des nuisances des grandes métropoles côtières (pollution, rejets industriels etc) permettrait sans aucun doute d'améliorer la situation de la biodiversité marine.

Pour revenir au cas du mérout, le souci est que, autant la baisse de sa population a été rapide et continue à partir des années 50, autant le chemin inverse se fait à un rythme lent. Cette situation du «Monde d'ailleurs» classé d'ailleurs classé espèces en danger.



Pour revenir au cas du mérout, le souci est que, autant la baisse de sa population a été rapide et continue à partir des années 50, autant le chemin inverse se fait à un rythme lent. Cette situation du «Monde d'ailleurs» classé d'ailleurs classé espèces en danger.

Les zones de montagne envoient des signaux très différents selon que l'on se trouve dans un des deux parcs nationaux: les Ecrins et le Mercantour ou dans le reste des massifs. Si la protection offerte par les parcs a permis ici de maintenir une faune et une flore en plutôt bon état, dans les zones où le développement des stations de ski (la France possède le plus grand domaine skiable du monde) et d'un tourisme souvent débridé s'est exprimé, la situation est bien sûr moins réjouissante: artificialisation des sols, construction de routes... Au secours fuyons! La situation dans les zones agricoles est elle particulièrement difficile pour toute les espèces, insectes, oiseaux ou petits mammifères ainsi que pour les plantes avec une diversité qui s'est fortement réduite.

Au final, les études montrent que les espèces animales les plus exposées sont celles qui ne sont pas protégées, celles autrefois communes et que l'on retrouve dans nos jardins, friches ou zones agricoles. Leur déclin en terme d'effectifs est même jugé inquiétant, tant en ce qui concerne les oiseaux, oiseaux nicheurs en particulier, les amphibiens ou les serpents. Sans parler bien sûr des insectes.

Des solutions existent à tous les niveaux pour réduire notre impact: individuellement, ne pas utiliser d'herbicides dans son jardin et dans tous les cas, réduire notre empreinte écologique (éviter la moto pétaradante ou le 4x4 en pleine nature!). Au niveau des collectivités (quelque part, ça dépend de nous aussi), éteindre les lumières au-delà de minuit par exemple: combien de personnes se baladent dans St Vallier passé cette heure là? Ne pas utiliser de pesticides également. Ce sont des mesures faciles à mettre en place, moyennant peut-être un peu de pédagogie. Cela ne suffira pas: changer nos pratiques, agricoles, de prédation des terres etc sont bien sûr indispensables. Nommer une zone complètement bétonnée «écovallée», c'est tout sauf la solution.